



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS
Novillars

25 mars 2024

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour un monde sans patrons ni frontières, urgence révolution !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sera présent aux élections européennes de juin prochain, avec une liste conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste. Nous présentons une liste de travailleuses et de travailleurs, du public et du privé et de jeunes, étudiants ou salariés, pour mettre en avant les priorités de celles et ceux qui font tourner la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Nous avons besoin de salaires décents pour vivre et pas seulement survivre : 400 euros de plus pour toutes et tous et pas de salaires, de pensions, de revenus sociaux inférieurs à 2 000 euros net ! Pas question de subir l'austérité alors que les profits des capitalistes sont au plus haut. Pour les seules entreprises du CAC 40, les bénéfices s'élèvent à 153 milliards d'euros en 2023, soit 12 milliards de plus que le précédent record de 2022. Pendant ce temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, annonce qu'il va falloir économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... Milliards qu'il entend bien prendre dans nos poches et par des coupes budgétaires dans les services publics. Alors que la situation continue à se dégrader dans les hôpitaux, que profs et parents de Seine-Saint-Denis et d'autres quartiers populaires dénoncent une Éducation nationale en ruine et les projets d'école du tri social que le gouvernement veut mettre en place avec des groupes de niveau dès le collège, nous devons affirmer : nos vies valent plus que leurs profits !

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage

Car ce ne sont pas les patrons qui vont se serrer la ceinture, ni l'armée. Quand il s'agit d'abreuver d'argent les industries de l'armement, le gouvernement est très dépensier. Alors que les ventes d'armes augmentent partout dans le monde, les marchands d'armes français se sont hissés sur la deuxième marche de ce sanglant podium, juste derrière les États-Unis. Les grands groupes capitalistes savent transformer le sang des peuples en milliards de profits. Les discours guerriers de Macron

n'ont pas pour but d'aider le peuple ukrainien, mais de vendre toujours plus d'armes aux dirigeants ukrainiens comme il en vend à bien d'autres pays, tels que l'Égypte pour réprimer sa propre population, ou à l'État d'Israël pour massacrer les civils de Gaza... Sa posture de chef de guerre vise aussi à tenter de nous souder derrière lui dans un réflexe d'union nationale en entretenant un climat de peur et de division entre les peuples.

Pour un monde sans patrons ni frontières

Mais nous ne sommes ni de la chair à patron, ni de la chair à canon ! Ce n'est pas à cause d'autres peuples que notre vie quotidienne devient de plus en plus difficile, mais bien à cause de notre propre gouvernement et des capitalistes qui attaquent sans relâche nos salaires, nos retraites et nos quelques droits sociaux. Courant derrière l'extrême droite, Macron reprend une grande partie de son programme et désigne des travailleuses et travailleurs, qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau ou les « bons » papiers comme responsables de tous les maux. Nous n'avons rien à gagner dans le duel annoncé entre les listes de Macron et celle de Bardella-Le Pen. Nous avons en revanche tout à gagner dans des luttes collectives qui se donnent les moyens de renverser l'ordre établi, de contester le pouvoir des riches et des patrons. Il n'y aura pas de « sauveur suprême », pas de « jours heureux » sous le capitalisme. Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Ils ont les milliards, nous sommes des millions : urgence, révolution !

Une colère justifiée

L'ARS a ordonné de supprimer deux postes infirmiers à la MAS. Ce qui va passer l'effectif à un de matin, un de jour et un d'après midi pour 42 patients. L'objectif est de faire 120 000 euros d'économie sur le dos des équipes et des patients. Cette décision va considérablement impacter les conditions de travail de nos collègues et la prise en charge des résidents. Les aides-soignants et les AMP vont devoir distribuer les traitements et s'occuper en même temps de donner à manger. Nos collègues ont organisé avec les syndicats une assemblée générale rassemblant une cinquantaine de personnes. Ils ont ensuite rédigé une lettre expliquant les conséquences d'une diminution des effectifs et ont appelé à une nouvelle mobilisation mardi dernier lors de leur rencontre avec la direction.

Une équipe engagée

Les équipes de la MAS sont très engagées dans la prise en charge des résidents. Des résidents qui demandent des soins importants et pour qui la MAS est leur lieu de vie. Chacun a pu exprimer sa colère de voir la situation se dégrader encore davantage alors que, depuis le début, les conditions d'exercice étaient déjà difficiles. Les arrêts maladie ont explosé, car les équipes sont à bout. Les activités pour les patients sont de plus en plus réduites. Les glissements de tâches sont récurrentes et vont être institutionnalisées.

Lamentable

Le cadre supérieur de l'unité se cache derrière la direction pour se défausser des suppressions de postes et à la dernière réunion avec la direction celle-ci en a fait de même en prétextant ne faire qu'appliquer les ordres de l'ARS. Tout ce beau monde a montré le peu de courage qu'ils avaient face à des salariés en colère.

Soutien des familles

Les familles des résidents de la MAS se sont invitées à la réunion de la direction pour soutenir les équipes et faire part de leurs inquiétudes pour les répercussions qu'auront ses changements dans la prise en charge des patients. Car ce qui compte pour ceux qui nous dirigent, ce n'est pas la qualité des soins mais les économies de bouts de chandelle faites sur le dos des résidents. Et même avec ses restrictions, la MAS va rester déficitaire car depuis sa création, elle est sous-dotée financièrement.

Les rois de la concertation

La direction et l'ARS ont donc pris la décision de supprimer deux postes infirmiers sans en discuter avec

les équipes. Par contre lorsqu'il s'agit d'organiser la pénurie, elle met en place des groupes de travail pour essayer de voir comment les équipes vont pouvoir organiser les soins sans personnel et elle le fait catégorie par catégorie. Diviser pour mieux régner. On n'est pas obligé de participer à cette mascarade.

Toujours la concertation...

Aux 4vents et au Colombier nous avons appris par les syndicats que la direction avait décidé de nous imposer des astreintes de nuit sans même en parler aux équipes. Elle s'est en effet aperçu que les étudiants en médecine n'avaient pas le droit de donner des traitements. Nous devons donc être d'astreinte la nuit et nous déplacer si besoin sur les deux foyers pour donner des traitements à des patients que nous ne connaissons même pas. Cette situation ne sera pas exceptionnelle puisqu'aux foyers certains patients travaillent et doivent prendre leur traitement avant de partir et cela vers 6 h 15. Cela va sérieusement aggraver nos conditions de travail. Nous avons donc décidé de faire un courrier à la direction pour montrer notre mécontentement et nous irons dire au CSE ce que nous en pensons.

Hôpitaux : prime à la casse... des services

Vendredi dernier, le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, a annoncé la couleur de la réforme à venir. Alors que le gouvernement vient de voter 600 millions d'euros d'économies dans la santé en 2024, Guérini veut augmenter la rémunération des directeurs d'hôpitaux ! Selon lui, elle « ne permet pas suffisamment de valoriser l'exercice de fonctions ou responsabilités nouvelles ». Le ministère confirme, « il faut qu'un directeur d'hôpital puisse devenir demain préfet ». Il en irait de l'égalité des hauts fonctionnaires ! Entre bourgeois et gouvernants, on sait reconnaître les siens.

Un médecin chez les riches

Ancien ministre de la Santé et toujours député , Olivier Véran, neurologue, a décidé de reprendre une activité professionnelle. À l'hôpital public ? Vous n'y pensez pas. Pour lui, pas question de travailler dans un environnement vétuste qui souffre de sous-effectif chronique. Il a décidé de rejoindre la très huppée et très privée clinique des Champs-Élysées à Paris, spécialisée dans la chirurgie esthétique pour celles et ceux qui ont les moyens de payer. Cela n'a rien à voir avec la neurologie mais comme l'explique la dirigeante de l'établissement, embaucher un ancien ministre de la Santé permettra de « rentabiliser » la médecine esthétique. Quant à Véran, il fera ce qu'il a toujours fait le mieux : soigner les riches.